



République Islamique de Mauritanie

Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation

Direction Générale des Collectivités Territoriales

**RAPPORT GENERAL DES FORMATIONS DES ELUS ET PERSONNELS
COMMUNAUX EN 2016**

RAPPORT GENERAL DES FORMATIONS DES ELUS ET PERSONNELS COMMUNAUX EN 2016

Se référant aux termes de références en annexe se rapportant au programme de formation de la DGCT 2016, des ateliers de formation ont regroupé les conseillers des walis chargés du Développement local, les maires adjoints chargés des Finances, les Secrétaires généraux des communes et les Responsables Administratifs et Financiers des communes).

1. Les Thèmes

Les thématiques développées étaient centrées sur :

- Les missions du secrétaire Général de commune, suite au nouvel arrêté MIDEDEC
- L'élaboration, la préparation et l'exécution du Budget communal, suite au guide pratique
- L'élaboration du Compte administratif
- La réglementation du FRD, suite à la circulaire du Ministre explicative du nouveau décret

Ces ateliers ont porté sur les thématiques relatives à la fonction du Secrétaire Général de la Commune et son rôle central en tant animateur des services communaux, gestionnaires du personnel et surtout conseiller du maire au plan administratif et légal.

Le constat fait ces derniers temps montre une absence totale de cette prise en main par les Secrétaires Généraux de leurs attributions.

Le deuxième thème porte sur la préparation, l'élaboration et l'exécution du budget communal. Les rapports et missions de terrains relèvent souvent des déficiences notoires dans ce domaine. Peu de communes maîtrisent le processus budgétaire.

Ce constat est aussi valable pour les comptes administratifs, qui ne sont même soumis aux conseils municipaux pour la majorité des communes.

Enfin, les thèmes ont aussi abordé la question du FRD, notamment suite à la nouvelle réforme introduite en 2016.

2. Les supports

- ✓ Le guide de préparation, exécution du Budget
- ✓ Le guide d'élaboration du Compte administratif
- ✓ La nomenclature du Budget
- ✓ Les textes sur le FRD

3. Publics bénéficiaires

Les formations ont bénéficié aux :

- ✓ SG des communes (soit 216 personnes),
- ✓ Des adjoints aux maires chargés des finances, (216 personnes)
- ✓ Des conseillers des walis chargés du développement local, (13 personnes)
- ✓ Des délégués régionaux de la décentralisation (13 personnes)
- ✓ Les Responsables Administratifs et Financiers(216)

Soit 675 personnes ; ainsi réparties

- ❖ (216 maires, 216 SG, 15 conseillers de wali, 15 Délégués régionaux, 216 RAF) formés sur 14 ateliers de 2 jours chacun
- ❖ 28 jours de formation
- ❖ Période du 4 Août au 22 novembre 2016.

4. Les formations ont été organisées à :

- Aoiun(regroupant les deux hodh)
- Kiffa (regroupant l'Assaba et le Tagant)
- Rosso (regroupant le Brakna et le Trarza)
- Atar (regroupant l'adrar, l'inchiri, le tiris zemmour)
- Nouakchott (regroupant Nouakchott et Nouadhibou)
- Kaédi(regroupant Gorgol et Guidimagha)
- Aleg(regroupant Trarza et Brakna)

5. LE COUT DE LA FORMATION

Un coût total hors TVA/IMF est de **44.510** ouguiya en moyenne par personne. Cette somme comprend :

- Le remboursement des frais de transport, hébergement, pauses café et déjeuner,
- Les frais pédagogiques : honoraires de formateurs, les kits de participants, la duplication des supports et modules de formation et les mallettes.

6. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DES ACTEURS :

Une mise à niveau et une mise à jour

La première des conclusions tirées par les participants a été de déclarer l'importance de ce genre d'exercice qui consiste à mettre ensemble les acteurs locaux pour un échange pratique sur les questions liées directement à leurs onctions respectives. Il permet non seulement d'éclairer les participants sur les thématiques en question mais aussi une mise à jour et mise à niveau des acteurs locaux pris au quotidien par les multiples tâches qui sont les leurs.

Espace de dialogue et d'échange

La seconde conclusion de taille soulevée par les participants concerne le dialogue entre les participants favorisé par ce genre d'atelier. En effet, les acteurs au quotidien bien que concernés par toutes ces questions ne se retrouvent pas nécessairement pour aborder les problèmes dans un cadre de réflexion et d'échange, chose qui impacte négativement leurs rapports.

Autres recommandations

- Organiser au niveau de la wilaya de pareilles sessions tous les six mois

- Formation continue des acteurs notamment les personnels de l'Etat et des communes
- Renforcer les services financiers de l'Etat (percepteurs, responsables des impôts) en personnel technique et administratif formés et équipés
- Renforcer les services de tutelles notamment des moughatta en personnel technique
- Accélérer les réformes des marchés publics communaux pour la généraliser à l'ensemble des moughatta et revoir l'arrêté créant les commissions internes des achats communaux jugée trop limite et contraignante au niveau des seuils, en particulier.
- Consolider les appuis en matière d'élaboration, préparation, exécution et contrôle des budgets et comptes administratifs. Des lacunes importantes existent encore.
- Appuyer les communes dans leurs efforts de mobilisation des ressources par une forte sensibilisation menée par les hakems et un accompagnement des services de sécurité.